



Terre des hommes

Aide à l'enfance.

Avis de recrutement Conseiller -e Justice de Genre.

La Fondation Terre des hommes Lausanne (ci-après Tdh-L) est une organisation suisse indépendante, neutre et impartiale, fondée en 1960, qui se consacre à apporter des changements significatifs et durables dans la vie des enfants et des jeunes, en particulier ceux et celles qui sont le plus en danger. Tdh-L intervient dans 30 pays différents à travers le monde, dans des contextes humanitaires et de développement.

Tdh-L est présente en Mauritanie depuis 1984. Elle intervient actuellement dans les domaines de la santé, de la mobilité, et de l'accès à la justice. Ces trois programmes travaillent en synergies et sont enrichis par des expertises transversales que sont la protection transversale, le WASH, et l'ICT4D.

Tdh-L travaille dans le domaine de la justice de genre depuis plusieurs années, notamment grâce à l'accompagnement de la Coopération Espagnole. Un nouveau projet dans ce domaine commencera lors du premier trimestre 2025, le Projet « Accès à la justice et à la santé pour les filles et les femmes victimes de violences basées sur le genre (AGIS) », pour une durée de 24 mois, et nous cherchons une personne pour porter l'expertise Justice de Genre au sein de ce projet.

Plus d'information sur le site : <http://www.tdh.ch/>

CONDITIONS DE TRAVAIL :

Lieu de travail	Nouakchott (Mauritanie) avec des déplacements fréquents à l'intérieur du pays.
Date de prise de poste	1 ^{er} mars 2025.
Type de contrat	CDD de droits mauritaniens de 12 mois, renouvelable, incluant 01 mois de période d'essai

Description générale du poste

Sous la supervision hiérarchique de l'Adjoint au Coordonnateur du Programme A2J, le/la Conseillère Justice de Genre est le lead technique de la composante Juridique du projet AGIS. Il/elle contribue à renforcer l'accès à la justice pour les victimes de violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG). Son rôle principal est de garantir une prise en charge juridique et judiciaire efficace des survivant(e)s, tout en promouvant l'application des lois nationales et internationales sur les droits des femmes et des filles.

En collaboration avec les professionnels de la justice, les autorités judiciaires, les services de prise en charge existants et les structures communautaires, les autorités locales et les partenaires techniques, il/elle accompagne la mise en place de systèmes d'assistance juridique et judiciaire accessibles et de qualité. Cela inclut la supervision des activités terrain, le soutien au personnel impliqué dans la prise en charge des VSBG et l'amélioration des mécanismes de coordination avec les Maisons de Justice, les Bureaux de Consultation Gratuite et les services médico-légaux.

Enfin, le/la titulaire veille à sensibiliser les populations cibles aux droits des femmes et des enfants à travers des campagnes d'information et des actions de plaidoyer stratégiques. Il/elle participe également à des initiatives de renforcement des capacités pour les acteurs judiciaires et



communautaires, tout en contribuant à la capitalisation des bonnes pratiques en matière de justice de genre.

Tdh-L intervient dans des régions où l'insécurité est présente, en prenant les précautions nécessaires pour assurer la sécurité de nos équipes. Nous recherchons donc une personne capable de se déplacer dans ces régions et qui respectera les mesures de sécurité mises en place par l'organisation

Responsabilités Spécifiques

Plus précisément, il/elle est assume les responsabilités suivantes :

Soutien technique et accompagnement

- Accompagner les structures appuyées dans le renforcement des capacités pour la prise en charge juridique et judiciaire des victimes de VSBG.
- Superviser et coacher les partenaires dans la mise en œuvre des activités de terrain liées à la justice de genre.
- Garantir l'application des lois en vigueur et des protocoles de prise en charge (juridique/judiciaire, médico-légal, psychosocial) conformément aux normes internationales et nationales.
- Vulgariser des textes de lois portant sur les droits des femmes et des filles. Cela implique la production et diffusion d'émissions interactives sur le cadre juridique des VBG/VS/MGF, les services disponibles ;
- Appuyer l'organisation des réunions et conférences de gestion de cas de VBG dans les zones cibles du projet ;
- Assurer le suivi de l'exécution des réparations judiciaires en faveur des survivant(e)s de VBG comme élément de reconnaissance et de reconstruction ;

Participer au développement de nouveaux protocoles, outils, SOP et toutes autres ressources thématiques dans son domaine d'activité

Collaboration et coordination

- Travailler en étroite collaboration avec les autorités déconcentrées des zones d'intervention, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les structures communautaires.
- Assurer la coordination des actions impliquant les Maisons de Justice, les Bureaux de Consultation Gratuite et les services de médecine légale.

Sensibilisation et plaidoyer

- Planifier et mettre en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation sur les droits des populations, notamment les droits des femmes et des enfants dans les zones ciblées.
- Contribuer à des initiatives de plaidoyer pour améliorer l'accès à la justice pour les survivantes de VSBG.
- Participer aux activités de capitalisation et à la production de rapports stratégiques sur les bonnes pratiques en matière de justice de genre



Formation et supervision

- Organiser des formations pour renforcer les capacités des professionnels impliqués dans la prise en charge juridique et judiciaire des survivantes de VBG et la prise en charge médico-légale ; cela implique le renforcement du fonctionnement et la qualité des services des dispositifs d'assistance juridique existants ;
- Assurer un suivi rigoureux et des supervisions régulières pour garantir la qualité des services offerts.
- Organiser des ateliers de réflexion sur les goulots d'étranglement dans l'accès significatif aux services juridiques et judiciaires assortis d'un plan d'action

Suivi, évaluation et reporting

- Collaborer avec le/la chargé(e) de suivi évaluation pour le suivi des indicateurs liés à la justice de genre.
- Contribuer à la rédaction des rapports périodiques et des rapports finaux du projet.
- Mettre en place des mécanismes de redevabilité sociale auprès des groupes cibles (information, sensibilisation et évaluation par les usagers et groupes cibles de l'accès et la qualité des services) ;
- Veiller à la mise en cohérence de l'intervention avec le programme Accès à Justice et l'échange entre les interventions et différents membres de l'équipe projet ;
- Établir et maintenir d'excellentes relations du travail avec les parties prenantes du projet ;
- Contribuer à l'élaboration de nouvelles propositions de projet dans le domaine de l'Accès à la Justice.

Cette fonction demande la maîtrise des compétences « Métiers » suivantes :

- Excellente communication interpersonnelle et grande intelligence émotionnelle (sens de l'écoute active et sens de la diplomatie) ;
- Capacité à résider en zone rurale, dans un contexte sécuritaire tendu et à faire preuve de flexibilité
- Souplesse, réactivité, adaptabilité, pragmatisme ;
- Rigueur, organisation, qualités de formateur.
- Excellentes capacités rédactionnelles et de représentation en français ;
- Maîtrise des outils bureautiques usuels

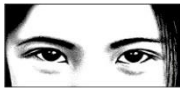
Conditions Requises

Formation /Qualifications

Être titulaire d'une maîtrise (bac + 4) au minimum en droit public, sciences politiques, relations internationales, sciences sociales, psychologie ou tout autre diplôme pertinent au poste

Expérience

Avoir une expérience pertinente d'au moins 5 ans dans la mise en œuvre des programmes/projets de promotion et de défense des droits des femmes en Mauritanie.



Terre des hommes

Aide à l'enfance.

Au moins trois années dans une fonction similaire en tant que conseiller.e pour une organisation de la société civile.

Au moins 5 ans d'expérience dans les domaines de la justice en Mauritanie, idéalement pour une organisation de la société civile.

Maîtrise des normes d'intégration du genre et de l'approche basée sur les droits des enfants.

Au moins 3 ans dans le renforcement de capacités auprès des adultes

Langues et Connaissances IT

Excellente maîtrise du français et d'au moins une ou deux langues parlées dans la zone par les populations hôtes et réfugiées.

La maîtrise de l'arabe parlée et écrite serait un atout majeur.

Maîtrise du package Microsoft Office, notamment Excel et word Avoir une très bonne maîtrise des outils informatiques ; Word, Excel, Powerpoint

Dossier de candidature

- **Une lettre de motivation adressée à la cheffe de Délégation**
- **Un CV actualisé comprenant une liste d'au moins trois références (nom, poste, coordonnées téléphonique et électronique).**
- **Réception des candidatures : uniquement par mail à l'adresse mrt.recruitment@tdh.ch en mentionnant l'intitulé du poste « Conseiller-e Justice de Genre) » au plus tard le **14/01/2025 à 12h00.****

- NB :**
- Terre des hommes Lausanne traitera les dossiers de candidature au fur et à mesure de leur réception.
 - Si une candidature est retenue, l'organisation se donne le droit de clôturer la procédure avant la date limite de soumission.
 - Les recrutements se dérouleront dans les bureaux de Tdh-L à Nouakchott.
 - Seules les candidatures retenues seront contactées pour la suite.

Nouakchott le 20/12/ 2024.